

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1029>

Grève générale du LKP - "Qui est fou ?", par R. Valy Plaisant

- Dossier spécial LKP - Parti-pris-&-cris... -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mercredi 25 février 2009

Mis à jour le : samedi 25 juillet 2009

UGTG.org

Le président de la République française a enfin parlé le jeudi 19 février 2009. Il nous a, à aucun moment dit, que les revendications émises par le LKP étaient infondées. Il a même laissé entendre que ce qui faisait blocage, les 200 à 300, pouvaient trouver une solution, avec l'aide finalement de l'Etat et si les patrons le voulaient, et il a promis des élections générales pour avril auxquels il pourrait lui-même participer.

Entre temps, il faudra bien sûr « pacifier » le territoire, et faire respecter l'Etat de droit. Autant dire que l'Etat a brassé du vent, comme à son habitude, il ne s'est quand même pas lancé dans une attaque en règle du mouvement conduit par le LKP. Un peu comme JEGO, la première fois qu'il est arrivé ici.

Cependant le vendredi 20 février/2009, dès le début des négociations, le LKP s'est rendu compte que les ministres du gouvernement français n'avaient pas la même feuille que N. SARKOZY. Les fameux médiateurs ne rapprochaient pas grand chose, mais collaient plus aux points de vue du patronat et tendaient plutôt sur plutôt au LKP, à partir du RSA. Ils ont même introduit un point de revendications non formulé par les différentes parties, à propos des très bas salaires, inférieurs au SMIC. A quel jeu jouent-ils ? Autant dire qu'il y avait loin de la coupe aux lèvres.

Pourtant sa seule intervention, même si c'est seulement un mois de grève, excite le landerneau politique.

Lucette MICHAUX-CHEVRY, semblait heureuse, et fidèle à son habitude, se disait prête à en discuter avec tous ceux qui seraient contre des Etats Généraux auxquels elle pense apporter toute sa contribution. Tous les membres de l'UMP semblaient contents. Mais personne n'osait mettre les grands patrons en cause.

Le président du Conseil Régional va vite, et encore plus loin, comme à son habitude. Comme il peut parler, en tant que socialiste français sur les radios (Europe1, avec JP ELKABBACH le 20/02/09), et les télévisions (Tempo), il propose tout simplement un référendum en décembre 2009 ! Rien que ça ! C'est ce qu'il a dit à son collègue avec ses copains KARAM et SARKO. Alors que le peuple est encore dans la rue, toujours dans l'angoisse, alors qu'un militant vient d'être assassiné (Jacques BINO de la CGTG), dans des conditions troubles, son corps encore chaud, lui, il envisage son avenir de politicien assimilé et servile. Il crée une diversion inacceptable. Il trouve que le mouvement actuel est à connotation raciale. Ne nourrirait-il pas un complexe ?

Tout comme le patron du Medef, Willy ANGELE, il dénature la lutte menée actuellement par le LKP. Il lui trouve tous les défauts, mais cependant il envisage de conduire le pays, vers un avenir de responsabilité. Il se dit plus prêt, plus pressé que personne. Les défauts qu'il dénonce, se transformeraient-ils alors soudain en qualités ?

Pour produire, se respecter, conduire les institutions sans corruption, sans concussion, sans aplomb face aux grands patrons, faire face aux défis de la mondialisation et de la crise internationale. Cela deviendrait alors possible ? Sous la conduite du grand timonier, l'homme le plus grand, le plus fort, le plus clair, le plus sage, le plus sûr et l'oublié, de la Guadeloupe ? Et par un coup de baguette magique ? J'ai beaucoup de mal à le croire. Alors qui est fou ?

Est-ce le peuple qui se bat pour défendre ses droits ? Qui pour le moment ne pose que des problèmes de vie chère, d'amélioration des relations sociales, de meilleure répartition des richesses du travail, de défense de la dignité dans le travail, de l'écologie, de préservation de ce qui nous reste de terres agricoles ?.. Est-ce le LKP qui aide dans son entreprise ? Qui le guide dans la sagesse et la détermination de ses dirigeants ? Ou est-ce LUREL qui se fait un cinéma de tout, même de ce qu'il abhorre et qui depuis quatre ans à la présidence de la Région s'est acquiné avec tous les grands groupes qui

collaboraient avec MICHAUX-CHEVRY, contre le peuple, comme GADARKAN, FISCHER et jâEuros"en passe.

La question du statut nâEuros"est pas à lâEuros"ordre du jour .Il ne le sait que trop bien mais il veut semer le trouble, faire de la diversion pour ne pas répondre aux questions posées. Voler au secours de ses maîtres.

Car rappelons-nous. Dès le début du mouvement de masse que nous vivons actuellement, câEuros"est-à-dire dès sa genèse, en Novembre 2008, LUREL a tout fait pour le contrecarrer. Il sâEuros"est servi des petits patrons et de la chambre artisanale pour bloquer les rues et obtenir une baisse du prix de lâEuros"essence. A ce moment-là, il nâEuros"a pas posé de problème de méthode. Il nâEuros"a pas non plus appelé à la répression. Son seul but était dâEuros"empêcher le développement du mouvement initié alors par lâEuros"UGTG. Sans perspective. Sans projet. Juste gêner !

De fait, il était ravi du refus du préfet DESFORGES, de recevoir les organisations en lutte le 17 Décembre 2008, après que celles-ci aient mis dans les rues plus de 10000 personnes. Il croyait avoir à « gagné la guerre à », alors que ce nâEuros"était quâEuros"une période de campagne.

Cependant, tout comme le préfet, le président du Conseil Général, et le gouvernement français, lui, le général timonier nâEuros"a pas un seul instant cru que le Liyannaj kont pwofitasyon aurait recueilli, un tel assentiment du peuple, dès le 20 janvier 2009 où plus de 15000 personnes ont défilé dans les rues. La grève générale commençait dans une ambiance si extraordinaire, que LUREL lâEuros"a qualifiée de « carnaval à ». Encore le mépris et la superbe des généraux !

Il a appelé le préfet à rétablir lâEuros"ordre pour ouvrir les magasins et les écoles et réprimer les piquets de grève. Il disait apprécier le mouvement mais pas la méthode. De quoi parle-t-il ? De piquets de grève, de défilés ? Durant un mois, il nâEuros"y a eu que ça et des meetings.

Comment pensait-il faire pour obtenir de patrons retors, les miettes que les travailleurs réclament ? Comment aurait-il fait pour obliger PARISOT, présidente du Medef, à revoir sa copie et laisser la bride sur le cou à ses sous-fifres de Guadeloupe. Elle qui a déclaré à la télévision (22/02/2009), après cinq semaines, après lâEuros"intervention du président de la République en personne, quâEuros"un accord était encore loin. Mr LUREL ne livre pas sa « générale à » méthode.

Comment justifier lâEuros"afflux massif des forces de lâEuros"ordre dès le début de la grève ? Etait-ce la meilleure méthode pour favoriser la négociation dans la société nâEuros"un mouvement social pacifique ? Mr LUREL ne le dit pas non plus.

A aucun moment LUREL nâEuros"a dénoncé lâEuros"arrivée par avions entiers de centaines de gendarmes et de socialistes de la répression, logés dans les hôtels des grands patrons de lâEuros"industrie, qui depuis plus dâEuros"un mois passent sur le budget de lâEuros"État, donc coûteux cher aux contribuables dont nous sommes et tout cela pourquoi ? Plusieurs milliers dâEuros"hommes armés jusquâEuros"aux dents pour réprimer un peuple pacifique, désarmé, animé dâEuros"une foi inébranlable dans son bon droit. Est-ce digne de la patrie des droits de lâEuros"homme ? Est-ce digne dâEuros"un guadeloupéen en charge dâEuros"une institution attachée à cette patrie des droits de lâEuros"homme ? Au contraire, il appelait tous à respecter lâEuros"Etat en la personne du préfet quand celui-ci avait quitté la table des négociations et justifiait par avance toute brutalité policière.

Dès que les premiers barrages furent érigés, après le départ honteux de JEGO et lâEuros"incapacité des « médiateurs à » dâEuros"apporter une réponse au premier point de revendications, les forces de

Les Eurocratues commençaient leur sale besogne et un membre du LKP, en la personne du philosophe et dirigeant de la CTU Alex LOLLIA, fut molesté, roué de coups et hospitalisé. Pas un mot de LUREL, pour dénoncer les brutalités policières et les propos racistes proférés par les policiers qui donnaient de la matraque. Pas une protestation ! Mais une attaque en règle contre le LKP qui soit disant laissait faire. Et son porte-parole Elie DOMOTA, qualifié de « psychorigide » !

Lui, il est tellement souple dans son esprit qu'il peut en moins d'un mois changer de position sur le statut, et embrasser celles du président, notamment sur la question des états généraux !

Dire soutenir le LKP, dont il comprend toutes les revendications, mais soutenir que les patrons en la personne d'EuroANGELE, campent sur leur position et ne fassent aucune proposition valable. Quelle souplesse, vraiment !

Qu'on se rappelle encore ! Au début des négociations, tous étaient si surs d'eux, qu'ils ont accepté que le préfet convoque la presse et permette à une chaîne locale de télévision (Canal 10) de filmer les débats en direct, sans même solliciter l'avis préalable du LKP. Durant deux jours, la Guadeloupe a découvert ce qu'on lui avait toujours caché.

Les vols perpétrés par les grands groupes, les arnaques dans la grande distribution, les absences coupables de EuroEtat, les vices de nos élus et tous leurs travers, toutes les profitations perpétrées par une catégorie d'individus avides de pouvoir et d'argent. Tout devenait clair ! et cette méthode à laquelle avait adhéré le LKP qui n'avait rien à cacher devenait pour les tenants du pouvoir un lourd fardeau.

Car les socialistes du LKP démontaient tous les stratagèmes de ceux qui gouvernaient, toutes les insuffisances et les allégeances des responsables des institutions qui ne pouvaient rien faire sans EuroEtat, un Etat qui ne régulaient rien, sinon la répression contre les petits. Le LKP mettait à nue tout ce qui n'allait pas et la télévision montrait les responsables et soit disants responsables sous leur véritable jour. Des gens changeaient de place. JALTON, député-maire des Abymes se démarquait nettement de ses autres collègues, CARABIN et Jeany MARC, avouaient ne pas être coutumes ni entendues au parlement et ce, quel que soit le gouvernement, de droite ou de gauche. C'était la réalité la plus suivie du moment. Et le meilleur cours d'instruction civique jamais dispensé dans ce pays !

Depuis cette télévision fait Euroobjet de menaces de la part du pouvoir qui a même convoqué son directeur et la journaliste qui durant des jours a assuré les retransmissions.

D'autres journalistes (FUNDERE de RCI, ceux de France-Antilles, de RFO) subissent des pressions inadmissibles, sans que quiconque leur apporte un soutien, sauf le LKP.

Et LUREL souffrait. Car en fin tacticien, il avait vite compris qu'il risquait d'y perdre des plumes. Que le discrédit de Euroensemble de la classe politique traditionnelle, ne pouvait le laisser indemne. Il a dû pousser un « ouf » de soulagement quand le préfet, après l'injonction de son gouvernement, a quitté inopinément les débats le 28 janvier 2009, en lisant un cahier de promesses de JEGO, assorti de quelques menaces. Il préconisait des rencontres en commissions, et sans la présence de la presse. La volonté de pourrissement affirmait enfin et le seul élu à voler au secours du préfet fut le général, le plus grand Eurounique Toto.

Quand JEGO est arrivé, accompagné d'une meute de journalistes français qui après trois semaines découvraient enfin le conflit guadeloupéen, les enjeux soudain dépassaient les limites de la Guadeloupe et concernaient la France et tout Eurooutre-mer.

En effet la communication du secrétaire d'Etat était tournée vers la France et il ne se cachait pas pour mettre en cause un « président socialiste » d'une région. Il faisait à nos dépens, tous les deux de la politique intérieure française et si ce conflit a duré dix semaines, et durera encore c'est que la politique intérieure française y est invitée et l'Etat a pollué.

Nous n'avons jamais eu autant de visites de dirigeants de la gauche française que depuis ces dernières semaines. Même l'ancien ministre des DOM, en la personne de Christian PAUL, aubryiste, a fait le déplacement, pour appeler au dialogue, sans aucune proposition capable de faire avancer les débats. Cela a quand même eu l'avantage de mettre le président de région au pas quelque temps. Car le PS n'a pas dénoncé le LKP, comme étant le fauteur de trouble mais rappelé l'Etat à ses engagements et au respect de sa parole. C'était le moins qu'il pouvait faire. Se sont ensuite succédés, BOVE, BESANCENOT et ROYAL, qui tous soutenaient les revendications du LKP et mettaient en cause l'Etat et le patronat. Quelle gifle !

Depuis, le soutien au mouvement est élargi au monde entier qui lutte contre les profiteurs, engendrés et maintenues par la Crise Mondiale. Et la diaspora a affilié avec les travailleurs à PARIS, à LONDRES, et où elle se trouve. Les télévisions françaises (Itélé, Tempo) ont invité certains de ses membres, les plus connus dans leurs missions (Luc SAINT-ELOI, Serge ROMANA, Claudy SIARÈS)

Le président de région a beau changer d'optique et demander un référendum alors que la question ne se pose pas, il peut tenter de pervertir la lutte du peuple, il arrivera certainement à renforcer la détermination des grands patrons de ne pas satisfaire les revendications et l'Etat à réprimer, mais il ne fera pas plier le peuple en lutte pour ses justes revendications.

Cependant il prendrait une énorme responsabilité dans la poursuite de la grève, dans sa répression si les points de revendications à court terme ne trouvaient aucune solution valable.

Il cristalliserait aussi une opposition féroce contre sa politique, voire sa personne.

Alors qui est fou ?

R. Valy-Plaisant

21/02/09